Quatrième scénario : la crise d'intégrité

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les précédents

Le quatrième scénario reprend les menaces décrites dans les parties E et H et se demande ce qui se passerait si l'une d'elles se concrétisait à plus grande échelle. Singapour a connu à deux reprises, dans un passé récent, des chocs d'intégrité. Dans l'affaire 1MDB, examinée au chapitre VI de la partie E, le ministère américain de la Justice a constaté que plus de 4,5 milliards de dollars US avaient été détournés du fonds d'État malaisien.[1] Une partie de ces fonds ayant transité par des banques à Singapour, la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) a infligé à huit banques des sanctions d'un montant total de 29,1 millions de S$.[2] Dans l'affaire de blanchiment d'août 2023, la police a saisi plus de 3 milliards de S$ d'avoirs ou les a frappés d'interdictions de disposer, dans ce que l'Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering a qualifié de l'une des plus vastes opérations contre le blanchiment au monde.[3] Le 4 juillet 2025, la MAS a infligé des sanctions de 27,45 millions de S$ à neuf établissements financiers pour des manquements aux obligations de lutte contre le blanchiment liés à cette affaire.[4]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le jugement international sur la réaction de Singapour a été positif. Le rapport d'évaluation mutuelle publié par le Groupe d'action financière (GAFI) le 6 mai 2026 a placé Singapour en suivi régulier, procédure réservée aux membres ayant obtenu de bons résultats. Il a aussi relevé des points à améliorer, notamment la sensibilisation aux risques de financement de la prolifération dans des secteurs situés hors du champ traditionnel des normes et l'atténuation des risques liés aux personnes morales et constructions juridiques étrangères.[5] Le chapitre III de la partie H examine ce rapport en détail.

Le déroulement d'une crise

La crise d'intégrité du scénario est plus grave que ses précédents et touche le cœur de la place. Plusieurs déclencheurs sont plausibles. Une structure de family office pourrait se révéler avoir servi de véhicule au produit de la corruption dans un grand État voisin. Une maison de négoce de matières premières pourrait avoir organisé à une échelle systématique le contournement de sanctions par l'intermédiaire d'entités singapouriennes, comme les faillites de 2020 décrites au chapitre II de la partie H l'ont montré dans le domaine différent de la fraude au financement du commerce. Une plateforme de crypto-actifs liée à Singapour pourrait faire faillite en causant des pertes à des clients dans toute l'Asie. Une banque pourrait avoir traité pendant plusieurs années des opérations pour le compte d'un État sous sanctions.

Les conséquences suivraient un schéma connu. Des autorités étrangères, surtout américaines, ouvriraient des enquêtes et infligeraient des sanctions aux établissements impliqués. Les banques correspondantes réduiraient leur exposition aux entités singapouriennes du secteur touché. La presse internationale décrirait Singapour comme un refuge pour l'argent illicite, un récit que la cité-État s'efforce d'éviter depuis des décennies. Les clients attachés à la discrétion se demanderaient si leurs propres affaires pourraient être entraînées dans des procédures publiques. Ceux qui tiennent à leur réputation se demanderaient si leur association avec Singapour n'est pas devenue un handicap. Le gouvernement répondrait par la législation et la répression, ce qui alourdirait le coût des affaires pour chaque entreprise légitime.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Pourquoi la capacité de réaction ne suffit pas

La capacité de Singapour à réagir à une telle crise est élevée. Son gouvernement agit vite, ses autorités de surveillance disposent de pouvoirs étendus et ses juridictions traitent efficacement la criminalité financière. La réaction à l'affaire de 2023 l'a montré : un comité interministériel mis en place en trois mois, un rapport assorti de recommandations sous les intitulés prévention proactive, détection rapide et répression efficace, une nouvelle législation sur les prestataires de services aux sociétés et sur le blanchiment, et des sanctions contre les établissements concernés. La présidente du comité, Indranee Rajah, a ouvert son rapport par une phrase qui résume l'enjeu du quatrième scénario : « Trust is the cornerstone of a sound financial centre and business hub. »[6] Elle a ajouté que Singapour continuerait d'accueillir les investisseurs légitimes tout en restant vigilante, « to avoid tarnishing our hard-earned reputation as a trusted business hub ».[7]

La capacité de réaction limite les dégâts une fois la crise déclenchée. L'atteinte à la réputation perdure longtemps après la fin des procédures judiciaires. L'histoire de Genève, retracée dans le volume parallèle, montre combien de temps une réputation de refuge pour la fortune illicite peut poursuivre une place financière. L'avantage de Singapour tient à ce que sa réputation s'est construite sur l'affirmation inverse. Cet avantage la rend aussi plus vulnérable, puisqu'un scandale contredit la proposition même que vend la place.

Les conditions pour éviter le scénario

La crise d'intégrité est le scénario sur lequel Singapour peut agir le plus directement. Elle dépend de la conduite quotidienne des banques, des sociétés fiduciaires, des prestataires de services aux sociétés, des avocats, des experts-comptables et des family offices. Les leçons de 2023 désignent les contrôles essentiels : vérification de l'origine du patrimoine au moyen de preuves indépendantes, examen des structures complexes et des personnes possédant plusieurs nationalités, analyse des signaux d'alerte par des personnes habilitées à refuser une affaire, et coopération entre établissements et autorités. Le chapitre III de la partie H a décrit le cadre juridique, et le chapitre V de la partie H a traité de la répression et de la coopération

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

transfrontalière. Le quatrième scénario y ajoute un élément de stratégie : pour l'ensemble de la place, une seule crise majeure coûte davantage que la conformité rigoureuse de toutes les entreprises réunies.

Signaux

Parmi les indicateurs d'un risque d'intégrité croissant figurent la croissance rapide d'un segment dont les contrôleurs d'accès (gatekeepers) sont peu surveillés, la concentration de nouvelles fortunes provenant d'un seul pays d'origine connu pour la corruption ou la fuite des capitaux, une hausse des déclarations de transactions suspectes sans hausse correspondante des enquêtes, des mesures d'exécution étrangères visant des entités singapouriennes et des constats critiques dans les rapports de suivi du Groupe d'action financière.

Notes

1. Wikipedia, « 1Malaysia Development Berhad scandal » (consulté en novembre 2026) : le ministère américain de la Justice a constaté que Low et d'autres conjurés avaient « diverted more than US$4.5 billion from 1MDB » ; les autorités singapouriennes ont saisi des avoirs d'un montant total de 240 millions de S$. ↩
2. Monetary Authority of Singapore, communiqué de presse « Financial penalties imposed on Credit Suisse and UOB for 1MDB-related transactions », 30 mai 2017 (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : sanctions de « S$29.1 million in aggregate » infligées à huit banques (BSI Bank, Falcon Bank, DBS, UBS AG, Standard Chartered Bank, Coutts, Credit Suisse et UOB). ↩
3. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024 (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026), avant-propos : la Singapore Police Force a mené « one of the world's largest crackdowns on money laundering in August 2023 » ; « More than $3 billion in assets were seized or issued with prohibition of disposal orders, and ten persons have been arrested and convicted » ; l'IMC a été créé en novembre 2023. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

4. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026), chronologie : « 4 July 2025 – The Monetary Authority of Singapore (MAS) imposes S$27.45 million in penalties on nine financial institutions for breaches of AML requirements in relation to the case », citant MAS, « MAS Takes Regulatory Actions against 9 Financial Institutions for Anti-Money Laundering Related Breaches ». ↩
5. Ministry of Finance, « Singapore has a robust framework for combatting financial crime according to international body », 6 mai 2026 (mof.gov.sg, consulté en novembre 2026) : le GAFI a publié le rapport ce jour-là ; le rapport « places Singapore on Regular Follow-up, which is the process for FATF members that have done well » ; points à améliorer en matière de sensibilisation aux risques de financement de la prolifération et d'atténuation des risques liés aux personnes morales et constructions juridiques étrangères. ↩
6. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, avant-propos de la présidente de l'IMC : « Trust is the cornerstone of a sound financial centre and business hub. It provides individuals and businesses with the confidence to conduct their activities. At the same time, this trust can also be undermined by criminals seeking a safe haven for their illicit assets. » ↩
7. Ibid., avant-propos : « We continue to welcome legitimate investors and businesses, while remaining watchful and not falling prey to the allure of dirty money, to avoid tarnishing our hard-earned reputation as a trusted business hub. » ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.